

**Arrêté de création de comité de sélection  
au titre des opérations de mutation, de détachement et de recrutement par  
concours des enseignants-chercheurs**

**Le président de l'Université Marie et Louis Pasteur,**

VU le code de l'éducation, notamment dans ses articles L. 712-2, 5° et L952-6-1, et le cas échéant L713-9 ;  
VU le décret n° 84-431 du 06 juin 1984 modifié, fixant les dispositions statutaires applicables aux  
enseignants-chercheurs, notamment dans ses articles 9 et suivants, et 26-I-1° et 33 (MCF) ou 46-1° et 51  
(PR) ;

VU le décret n° 2022-822 du 16 mai 2022 fixant des dispositions dérogatoires à la proportion minimale  
de quarante pour cent de chaque sexe dans la composition des comités de sélection des concours de  
recrutement des professeurs des universités relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur ;  
VU l'arrêté du 15 juin 1992 fixant la liste des corps des fonctionnaires assimilés aux professeurs des  
universités et aux maîtres de conférences ;

VU le cas échéant, l'avis du directeur de la composante L713-9 concernée par un recrutement sur  
emploi d'enseignant-chercheur ;

VU le procès-verbal de délibération du conseil académique restreint de l'Université Marie et Louis  
Pasteur dans sa séance du 16 janvier 2026, portant avis favorable sur la composition structurelle des  
comités de sélection mis en place au titre de la campagne 2026 de recrutement des enseignants-  
chercheurs ;

VU le procès-verbal de délibération du conseil académique restreint de l'Université Marie et Louis  
Pasteur dans sa séance du 5 février 2026, portant avis favorable sur la composition nominative des  
comités de sélection mis en place au titre de la campagne 2026 de recrutement des enseignants-  
chercheurs et sur la nomination des présidentes / présidents et des vice-présidentes / vice-présidents  
des comités de sélection,

**ARRETE :**

**Article 1 :** Un comité de sélection chargé, dans une première séance d'examiner les  
candidatures, puis dans une deuxième séance d'auditionner les candidats et de classer les  
candidatures, selon leurs mérites scientifiques, constitué pour se prononcer en qualité de jury  
souverain, est créé dans le cadre des opérations de recrutement à conduire sur l'emploi  
261396 en 27 - Informatique, pour une prise de fonctions le 01/09/2026.

**Article 2 :** Sont nommés membres du comité de sélection pour l'emploi désigné ci-dessus :

Civilité	Nom d'usage	Prénom	Interne ou externe	Spécialiste ou non spécialiste
Monsieur	DROUHIN	Frédéric	Externe	Spécialiste
Madame	KHETTAF	Wahiba	Externe	Spécialiste
Madame	GRANGEON	Nathalie	Externe	Spécialiste
Monsieur	SALOMON	Michel	Interne	Spécialiste
Monsieur	DHOUTAUT	Dominique	Interne	Spécialiste



Madame	AWAD	Nancy	Interne	Spécialiste
Monsieur	SPIES	François	Interne	Spécialiste
Monsieur	PIRANDA	Benoît	Interne	Spécialiste
Madame	FACI	Noura	Externe	Spécialiste
Madame	SAILHAN	Françoise	Externe	Spécialiste

Article 3 : Monsieur Benoît PIRANDA est nommé président du comité de sélection créé pour l'emploi désigné ci-dessus, et le cas échéant, Monsieur François SPIES est nommé vice-président.

Article 4 : Monsieur le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Besançon, le 20/03/2026,

Le président de l'université,

Hugues DAUSSY  
UNIVERSITÉ  
MARIE & LOUIS  
PASTEUR  
République française

#### Voies et délais de recours

Si vous estimez devoir contester cette décision, vous pouvez former :

- soit un recours gracieux auprès du président de l'université (DRH) ;
- soit un recours contentieux devant le tribunal administratif du ressort de l'établissement.

Vous pouvez exercer directement un recours contentieux devant obligatoirement intervenir dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la présente décision.

Vous pouvez également introduire un recours gracieux auprès du président de l'université auteur de l'acte. Si ce recours est exercé dans les 2 mois de la publicité de la décision, il proroge une seule fois les délais de recours contentieux.

Vous conservez ainsi la possibilité de former un recours contentieux dans un délai de 2 mois, à compter de la décision intervenue sur ledit recours gracieux. Cette décision peut être explicite ou implicite (absence de réponse de l'administration pendant 2 mois).

Dans les cas exceptionnels où une décision explicite intervient dans un délai de 2 mois après la décision implicite –et donc dans un délai de 4 mois à compter de la date du présent avis-, vous disposez à nouveau d'un délai de 2 mois à compter de la notification de cette décision explicite pour former un recours contentieux.